



# IFJ Lex

Édition périodique : 6 juin 2019

## **Infos générales concernant la lettre d'information juridique 'IFJ Lex'**

Par cette lettre d'information périodique, l'Institut de Formation Judiciaire (IFJ) souhaite vous informer de la législation (imminente) et des activités au sein des différents arrondissements judiciaires ainsi que des autorités nationales et internationales qui l'entourent.

L'objectif de ces actualités est de vous donner une idée des informations et documents en circulation dans la justice et améliorer le partage de connaissances entre les autorités judiciaires.

**Cliquez sur les liens bleus pour consulter les documents sur notre site web.**

### **Langue**

Certains documents ne sont disponibles qu'en néerlandais, en français ou en anglais.

### **Rubriques**

Les rubriques clés peuvent différer d'une lettre d'information à l'autre selon les informations reçues.

### **Souhaitez-vous partager des informations ?**

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via [redac\\_igo@igo-ifj.be](mailto:redac_igo@igo-ifj.be). Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.

# Table des matières

<b>Actualités des hautes juridictions .....</b>	<b>4</b>
1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).....	4
2. Cour de justice.....	4
3. Cour constitutionnelle .....	9
4. Cour de cassation.....	9
<b>Universités – Barreaux – Associations - Autres .....</b>	<b>10</b>
1. Universités .....	10
2. Barreaux .....	10
3. Autres .....	11
<b>Autres institutions nationales, européennes et internationales .....</b>	<b>11</b>
1. Commission européenne.....	11
<b>Actualités des cours et tribunaux.....</b>	<b>12</b>
1. Cour d'appel d'Anvers .....	12
<b>Doctrine des revues juridiques .....</b>	<b>12</b>
<b>Actualités du Parlement.....</b>	<b>13</b>
1. Justice et la Chambre des représentants.....	13
2. Parlement flamand.....	13
3. Autres législations - liens utiles .....	13
<b>Formations et cours utiles.....</b>	<b>14</b>

# Actualités des hautes juridictions

## 1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) (<http://www.echr.coe.int>)

### Actualités de la CEDH

Notes d'information en français et en anglais sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)

- [Note d'information CEDH n° 227](#)

### Aperçu de la jurisprudence de la CEDH 2018

- [Aperçu de la jurisprudence 2018](#)

## 2. Cour de justice ([www.curia.europa.eu](http://www.curia.europa.eu))

### Lettre d'information de la Cour de justice

Il s'agit d'une lettre d'information périodique de la Cour de justice de l'Union européenne présentant certaines affaires pendantes et reprenant les points clés des arrêts et des conclusions.

- [Lettre d'information : 20 au 27 mai 2019](#)
- [Lettre d'information : 13 au 17 mai 2019](#)
- [Lettre d'information : 6 au 10 mai 2019](#)
- [Lettre d'information : 29 avril au 3 mai 2019](#)
- [Lettre d'information : 8 au 12 avril 2019](#)
- [Lettre d'information : 1<sup>er</sup> au 5 avril 2019](#)

### Sélection d'arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour

Arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour avec mise en évidence des affaires pour lesquelles la Belgique est partie.

- [C-260/18](#) – Conclusions du 14/5/2019 - Renvoi préjudiciel – Directive 93/13/CEE – Clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs – Contrats libellés dans une devise étrangère – Clause concernant la détermination du taux de change entre les devises – Effets de la constatation du caractère abusif de cette clause – Possibilité pour le juge de compléter le contrat en recourant à des dispositions nationales de caractère général – Appréciation de l'intérêt du consommateur – Maintien de la validité du contrat sans les clauses abusives
- [C-314/18](#) – Conclusions du 16/5/2019 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Décisions-cadres 2002/584/JAI et 2008/909/JAI – Remise d'une personne recherchée à l'État membre d'émission sous garantie de renvoi dans l'État membre

d'exécution afin d'y purger une peine ou une mesure privatives de liberté – Moment du renvoi – Peine ou mesure complémentaire

- [C-347/18](#) - Conclusions du 8/5/2019 – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 1215/2012 – Article 53 – Certificat attestant que la décision rendue par la juridiction d'origine est exécutoire – Procédure – Pouvoirs de la juridiction d'origine – Protection des consommateurs – Article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
- [C-230/18](#) – Arrêt du 8/5/2019 - Renvoi préjudiciel – Article 49 TFUE – Article 15, paragraphe 2, et article 16 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Liberté d'établissement et de prestation de services – Restriction – Décision de fermeture immédiate d'un établissement commercial – Absence de motivation – Raisons impérieuses d'intérêt général – Prévention de la commission d'infractions pénales à l'égard des personnes qui se livrent à la prostitution – Protection de la santé publique – Caractère proportionné de la restriction de la liberté d'établissement – Articles 47 et 48 de la charte des droits fondamentaux – Effectivité du contrôle juridictionnel – Droits de la défense – Principe général du droit à une bonne administration
- [C-25/18](#) – Arrêt du 8/5/2019 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Règlement (UE) n° 1215/2012 – Article 7, point 1, sous a) – Compétence spéciale en matière contractuelle – Notion de "matière contractuelle" – Décision de l'assemblée générale des copropriétaires d'un immeuble – Obligation incombant aux copropriétaires d'acquitter les contributions financières annuelles au budget de la copropriété fixées par cette décision – Action judiciaire tendant à obtenir l'exécution de cette obligation – Loi applicable aux obligations contractuelles – Règlement (CE) n° 593/2008 – Article 4, paragraphe 1, sous b) et c) – Notions de "contrat de prestation de services" et de "contrat ayant pour objet un droit réel immobilier" – Décision de l'assemblée générale des copropriétaires d'un immeuble relative aux frais d'entretien des parties communes de celui-ci
- [C-431/17](#) – Arrêt du 7/5/2019 - Renvoi préjudiciel – Directive 98/5/CE – Accès à la profession d'avocat – Moine ayant acquis la qualification professionnelle d'avocat dans un État membre autre que l'État membre d'accueil – Article 3, paragraphe 2 – Condition d'inscription auprès de l'autorité compétente de l'État membre d'accueil – Attestation d'inscription auprès de l'autorité compétente de l'État membre d'origine – Refus d'inscription – Règles professionnelles et déontologiques – Incompatibilité de la qualité de moine avec l'exercice de la profession d'avocat
- [C-70/18](#) - Conclusion du 2/05/2019 - Renvoi préjudiciel – Accord d'association CEE/Turquie – Libre circulation des personnes – Travailleurs – Règles de "standstill" – Décision n° 1/80 – Article 13 – Nouvelles restrictions – Interdiction – Données biométriques des ressortissants turcs – Fournitures de ces données à des tiers – Raison impérieuse d'intérêt général – Prévention et lutte contre la fraude à l'identité et documentaire – Caractère nécessaire et proportionné – Prévention, détection et investigation d'infractions pénales – Effet aléatoire et indirect
- [C-98/18](#) – Arrêt du 2/05/2019 - Renvoi préjudiciel – Protection de la santé – Paquet d'hygiène – Règlement (CE) no 853/2004 – Hygiène des denrées alimentaires d'origine animale – Obligations des exploitants du secteur alimentaire – Exigences spécifiques – Viandes d'ongulés domestiques – Entreposage et transport – Conditions de température de la viande
- [C-694/17](#) – Arrêt du 2/05/2019 - Renvoi préjudiciel – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Convention de Lugano II – Article 15 – Contrat conclu par un consommateur – Lien avec la directive 2008/48/CE – Contrat de crédit à la consommation – Articles 2 et 3 – Notions de "consommateur" et de "transactions auxquelles s'applique la directive" – Montant maximal du crédit – Absence de pertinence au regard de l'article 15 de la convention de Lugano II

- [C-82/19 PPU](#) - Conclusions du 30/4/2019 – Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire et policière en matière pénale – Décision-cadre 2002/584/JAI – Article 6, paragraphe 1 – Mandat d’arrêt européen – Notion d’“autorité judiciaire” – Ministère public – Indépendance à l’égard du pouvoir exécutif
- [C-509/18](#) – Conclusions du 30/4/2019 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire et policière en matière pénale – Décision-cadre 2002/584/JAI – Article 6, paragraphe 1 – Mandat d’arrêt européen – Notion d’“autorité judiciaire” – Ministère public – Indépendance à l’égard du pouvoir exécutif
- [C-198/18](#) – Conclusions du 30/04/2019 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Coopération judiciaire en matière civile – Procédures d’insolvabilité – Règlement (CE) no 1346/2000 – Article 4 – Droit applicable – Compensation de créances
- [C-128/18](#) – Conclusions du 30/04/2019 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Coopération policière et judiciaire en matière pénale – Mandat d’arrêt européen – Décision-cadre 2002/584/JAI – Article 1er, paragraphe 3 – Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – Article 4 – Interdiction des traitements inhumains ou dégradants – Obligation des autorités judiciaires d’exécution d’examiner les conditions de détention dans l’État membre d’émission – Portée de l’examen – Critères
- [C-556/17](#) – Conclusions du 30/04/2019 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Contrôles aux frontières, asile et immigration – Procédures communes pour l’octroi et le retrait de la protection internationale – Contrôle juridictionnel d’une décision administrative relative à une demande de protection internationale – Droit à un recours effectif – Compétence du juge national limitée au pouvoir d’annulation
- [C-619/18](#) - Conclusions du 11/4/2019 – Commission c. Pologne - Manquement d’État – Article 258 TFUE – Article 7 TUE – État de droit – Article 19, paragraphe 1, TUE – Principe de la protection juridictionnelle effective – Principes de l’indépendance et de l’inamovibilité des juges – Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – Articles 47 et 51 de la Charte – Réglementation nationale prévoyant l’abaissement de l’âge de départ à la retraite des juges de la Cour suprême – Absence de période transitoire – Réglementation nationale conférant au président de la République le pouvoir discrétionnaire de prolonger le mandat actif des juges de la Cour suprême
- [C-324/17](#) – Conclusions du 11/4/2019 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Directive 2014/41/UE – Décision judiciaire d’enquête européenne – Procédures et garanties dans l’État membre d’émission – Motifs de fond à l’origine de l’émission de la décision d’enquête européenne – Absence de voies de recours dans l’État membre d’émission – Autonomie procédurale – Principes d’équivalence et d’effectivité – Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – Article 47 – Article 14 de la directive 2014/41 – Notion de “personne concernée” – Personne visée par une accusation pénale et mesures de collecte de preuve appliquées vis-à-vis d’une personne tierce
- [C-47/18](#) – Conclusions du 4/4/2019 - Renvoi préjudiciel – Règlement (UE) no 1215/2012 – Compétence judiciaire en matière civile et commerciale – Champ d’application – Article 1er, paragraphe 2, sous b) – Faillites, concordats et autres procédures analogues – Action visant à faire constater l’existence d’une créance aux fins de son enregistrement dans le cadre d’une procédure d’insolvabilité – Procédures d’insolvabilité – Règlement (CE) no 1346/2000 – Article 41 – Contenu de la production d’une créance – Exigences maximales – Déclaration incomplète – Indication manquante déduite des pièces justificatives – Conditions d’application de la loi de l’État membre d’ouverture de la procédure principale d’insolvabilité
- [C-266/18](#) – Arrêt du 3/4/2019 - Renvoi préjudiciel – Protection des consommateurs – Directive 93/13/CEE – Clauses abusives dans des contrats conclus avec les consommateurs – Article 1er, paragraphe 2 – Champ d’application de la directive – Clause attribuant la compétence territoriale à la juridiction déterminée en application des règles générales –

Article 6, paragraphe 1 – Contrôle d’office du caractère abusif – Article 7, paragraphe 1 – Obligations et pouvoirs du juge national

- [C-722/17](#) – Conclusions du 3/4/2019 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Règlement (UE) no 1215/2012 – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Compétences spéciales – Article 24, points 1 et 5 – Distribution du produit de l’adjudication judiciaire – Action en contestation de l’état de répartition – Article 7, point 1, sous a) – Notion de “matière contractuelle” – Action paulienne
- [C-582&583/17](#) – Arrêt du 2/4/2019 - Renvoi préjudiciel – Détermination de l’État membre responsable de l’examen d’une demande de protection internationale – Règlement (UE) no 604/2013 – Article 18, paragraphe 1, sous b) à d) – Article 23, paragraphe 1 – Article 24, paragraphe 1 – Procédure de reprise en charge – Critères de responsabilité – Nouvelle demande introduite dans un autre État membre – Article 20, paragraphe 5 – Processus de détermination en cours – Retrait de la demande – Article 27 – Voies de recours
- [C-487/17 à C-489/17](#) – Arrêt du 28 mars 2019 - Renvoi préjudiciel – Environnement – Directive 2008/98/CE et décision 2000/532/CE – Déchets – Classification comme déchets dangereux – Déchets auxquels peuvent être attribués des codes correspondant tant à des déchets dangereux qu’à des déchets non dangereux
- [C-545/17](#) – Arrêt du 27/3/2019 - Renvoi préjudiciel – Marché intérieur des services postaux – Directives 97/67/CE et 2008/6/CE – Article 7, paragraphe 1 – Notion de “droits exclusifs ou spéciaux pour la mise en place et la prestation de services postaux” – Article 8 – Droit des États membres d’organiser le service d’envois recommandés utilisé dans le cadre de procédures judiciaires – Délai de dépôt d’un acte de procédure devant une juridiction – Interprétation conforme du droit national avec le droit de l’Union – Limites – Effet direct invoqué par une émanation d’un État membre dans le cadre d’un litige l’opposant à un particulier
- [C-129/18](#) – Arrêt du 26/3/2019 (BE est intervenue) - Renvoi préjudiciel – Citoyenneté de l’Union européenne – Droit des citoyens de l’Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres – Directive 2004/38/CE – Membres de la famille du citoyen de l’Union – Article 2, point 2, sous c) – Notion de “descendant direct” – Enfant sous tutelle légale permanente au titre du régime de la kafala (recueil légal) algérienne – Article 3, paragraphe 2, sous a) – Autres membres de la famille – Article 7 et article 24, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – Vie familiale – Intérêt supérieur de l’enfant
- [C-509/17 \(Affaire belge\)](#) – Arrêt du 16/5/2019 - Renvoi préjudiciel – Transferts d’entreprises – Directive 2001/23/CE – Articles 3 à 5 – Maintien des droits des travailleurs – Exceptions – Procédure d’insolvabilité – Procédure de réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice – Sauvegarde totale ou partielle de l’entreprise – Législation nationale autorisant le cessionnaire, après le transfert, à reprendre les travailleurs de son choix
- [C-391/16, C-77&78/17 \(Affaire belge\)](#) – Arrêt du 14/05/2019 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Politique d’asile – Protection internationale – Directive 2011/95/UE – Statut de réfugié – Article 14, paragraphes 4 à 6 – Refus d’octroi ou révocation du statut de réfugié en cas de menace pour la sécurité ou la société de l’État membre d’accueil – Validité – Article 18 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – Article 78, paragraphe 1, TFUE – Article 6, paragraphe 3, TUE – Convention de Genève
- [Avis 1/17 \(Affaire belge\)](#) – 30/4/2019 – Avis rendu en vertu de l’article 218, paragraphe 11, TFUE – Accord économique et commercial global entre le Canada, d’une part, et l’Union européenne et ses États membres, d’autre part (AECG) – Règlement des différends entre les investisseurs et les États (RDIE) – Mise en place d’un tribunal et d’un tribunal d’appel – Compatibilité avec le droit primaire de l’Union – Exigence de respect de l’autonomie de l’ordre juridique de l’Union – Niveau de protection d’intérêts publics fixé, conformément au cadre

constitutionnel de l'Union, par les institutions de celle-ci – Égalité de traitement entre les investisseurs canadiens et ceux de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Article 20 – Accès auxdits tribunaux et indépendance de ceux-ci – Article 47 de la Charte – Accessibilité financière – Engagement de garantir celle-ci pour les personnes physiques et pour les petites et moyennes entreprises – Aspects externe et interne de l'exigence d'indépendance – Nomination, rémunération et déontologie des membres – Rôle du Comité mixte de l'AECG – Interprétations contraignantes de l'AECG fixées par ce Comité

- [C-543/17\(Affaire belge\)](#) – Conclusions du 11/4/2019 – Commission c. Belgique - Manquement d'État – Article 258 TFUE – Directive 2014/61/UE – Coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit – Article 260, paragraphe 3, TFUE – Obligation de communiquer des mesures de transposition d'une directive – Sanctions pécuniaires – Demande de condamnation au paiement d'une astreinte journalière
- [C-201/18 \(Affaire belge\)](#) – Arrêt du 27/3/2019 - Renvoi préjudiciel – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Harmonisation des législations fiscales – Déduction de la taxe payée en amont – Bien d'investissement immobilier – Cession-bail (sale and lease back) – Régularisation des déductions de la TVA – Principe de neutralité de la TVA – Principe de l'égalité de traitement

#### Décisions de renvoi à la CJUE émanant de magistrats belges et étrangers (questions préjudicielles)

- [Juridiction de renvoi : Conseil d'Etat, section du contentieux administratif, XIe chambre](#)

Date de la décision de renvoi : 31 janvier 2019

Date de dépôt : 19 février 2019

1) Pour garantir l'effectivité du droit de l'Union européenne et ne pas rendre impossible le bénéfice du droit au regroupement familial qui, selon la requérante, lui est conféré par l'article 4 de la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial, cette disposition doit-elle être interprétée comme impliquant que l'enfant du regroupant peut bénéficier du droit au regroupement familial lorsqu'il devient majeur durant la procédure juridictionnelle contre la décision qui lui refuse ce droit et qui a été prise alors qu'il était encore mineur?

2) L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et l'article 18 de la directive 2003/86/CE doivent-ils être interprétés comme s'opposant à ce que le recours en annulation, formé contre le refus d'un droit au regroupement familial d'un enfant mineur, soit jugé irrecevable pour le motif que l'enfant est devenu majeur durant la procédure juridictionnelle, dès lors qu'il serait privé de la possibilité qu'il soit statué sur son recours contre cette décision et qu'il serait porté atteinte à son droit à un recours effectif? ».

- [Juridiction de renvoi \(NL\): Tribunal de 1ère instance Anvers, Division Anvers](#)

Date de la décision de renvoi : 27 mars 2019

Droit antidumping – Règlement (CE) no 91/2009 – Règlement (CE) no 1225/2009 – Règlement (CE) no 384/96

### 3. Cour constitutionnelle (<http://www.const-court.be/>)

#### Arrêts de la Cour constitutionnelle

- [Arrêts de la Cour constitutionnelle du 4 avril au 23 mai 2019](#)

### 4. Cour de cassation

([https://justice.belgium.be/fr/ordre\\_judiciaire/cours\\_et\\_tribunaux/cour\\_de\\_cassation](https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/cours_et_tribunaux/cour_de_cassation))

#### Arrêts de la Cour de cassation sous la loupe

Mars 2019

- [Cass. 6 mars 2019, P.18.0998.N](#)  
Infraction, justification et excuse
- [Cass. 8 mars 2019, C.16.0506.N](#)  
Appels --> décision et parties  
Sociétés --> sociétés sans personnalité juridique  
Organisation judiciaire --> Matière civile
- [Cass. 25 mars 2019, C.170469.F](#)  
Aliments
- [Cass. 26 mars 2019, P.19.0219.N](#)  
Application des peines  
Droits de l'homme --> Convention de sauvegarde des Droits de l'homme  
et des libertés fondamentales --> Article 7

#### Libercas : actualités de la Cour de cassation

Libercas contient les sommaires des arrêts de la Cour de cassation publiés, classés selon la liste des mots-clés de la Cour

- [Libercas avril 2019](#)
- [Libercas mars 2019](#)

#### Rapport annuel 2018

- [Rapport annuel 2018 de la Cour de cassation](#)

# Universités – Barreaux – Associations - Autres

## 1. Universités

### Université de Liège

La lettre d'information est éditée par l'Unité de recherche 'Cité' et s'adresse aux membres de la faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie ainsi qu'à toute personne intéressée par ses activités.

- [Cité \(Les chercheurs de Cité face à la caméra\) \(FR\)](#)

### KULeuven – Lettre d'information Droit du travail

Cette lettre d'information veut, de manière brève, donner un aperçu de l'actualité des derniers mois, le cas échéant, accompagné d'une explication concise.

- [Nieuwsbrief Arbeidsrecht nr. 2019/4 \(NL\)](#)
- [Nieuwsbrief Arbeidsrecht nr. 2019/3 \(NL\)](#)

## 2. Barreaux

### Barreau d'Anvers

Lettre d'information 'Prometheus législation' issue de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers.

- [Prometheus Législation : 10 mai – 23 mai 2019 \(NL\)](#)
- [Prometheus Législation : 26 avril – 9 mai 2019 \(NL\)](#)
- [Prometheus Législation : 5 avril – 25 avril 2019 \(NL\)](#)
- [Prometheus Législation : 22 mars – 4 avril 2019 \(NL\)](#)

Lettre d'information 'Prometheus Advocaatuur » provenant de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers.

- [Prometheus Advocaatuur : 4 mai – 16 mai 2019 \(NL\)](#)
- [Prometheus Advocaatuur : 17 avril – 3 mai 2019 \(NL\)](#)
- [Prometheus Advocaatuur : 1 avril – 16 avril 2019 \(NL\)](#)
- [Prometheus Advocaatuur : 9 mars – 31 mars 2019 \(NL\)](#)

### 3. Autres

#### Sélection d'arrêts de la CJUE par Rechtspraak.nl

Aperçu global de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

- [Lettre d'information de la Jurisprudence de l'Europe 2019 \(mars 2019\) \(NL\)](#)

#### Institut National de Criminalistique et de Criminologie

- [INCC : Les palais de justice belges de 1830 à 2018 : entre ruptures et continuités \(avril 2019\)](#)

Le palais de justice, emblème de la justice, connaît son essor en Belgique au cours du XIXe siècle, lorsque le pays est doté d'un premier collectif de bâtiments neufs ou restaurés en profondeur afin de répondre aux besoins de la justice moderne, dont l'architecture desdits palais présente une image sévère et omnipotente. Un siècle plus tard, ces édifices ne conviennent plus aux exigences de la justice et nécessitent un renouvellement. Celui-ci débute à la fin du XXe siècle, entraînant la création de nouveaux bâtiments partout en Belgique. Ces monuments, construits dans un style contemporain, véhiculent une image de la justice actualisée, plus apaisante et transparente. Cependant, celle-ci conserve son caractère solennel et présente d'autres éléments de continuité, alternant avec les lieux de rupture décelés.

## Autres institutions nationales, européennes et internationales

### 1. Commission européenne

#### EU Justice Scoreboard

- [EU Justice Scoreboard 2019](#)

Le 26 avril 2019, la Commission européenne a publié le tableau de bord 2019 de la justice dans l'UE, qui donne un aperçu comparatif de l'indépendance, de la qualité et de l'efficacité des systèmes de justice dans les États membres de l'UE. Il donne aux autorités nationales des informations leur permettant d'améliorer leur système de justice. Les résultats sont mitigés et présentent des améliorations relatives en ce qui concerne l'efficacité des systèmes de justice et la qualité de la justice. Dans le même temps, le tableau de bord montre qu'il existe de plus en plus de problèmes s'agissant de la perception de l'indépendance judiciaire.

- [Communiqué de presse](#)

# Actualités des cours et tribunaux

## 1. Cour d'appel d'Anvers

### Aperçu de la cour d'appel d'Anvers

Aperçu de documentation récemment publiée de la législation, doctrine et jurisprudence en matière de droit pénal pour les mois de mars et d'avril de la cour d'appel d'Anvers.

- [Aperçu de documentation pénale \(édition 154\)\(mars –avril 2019\) \(NL\)](#)

# Doctrine des revues juridiques

### Aperçu de la doctrine

Doctrine sélectionnée par la Cour d'appel de Bruxelles. Ce recueil peut servir de référence lors d'une demande d'une copie d'un article de doctrine auprès de la Bibliothèque du SPF Justice via l'adresse mail [biblio.fod-spf@just.fgov.be](mailto:biblio.fod-spf@just.fgov.be).

#### Doctrine de la Cour d'appel de Bruxelles

- [Doctrine avril 2019](#)
- [Doctrine mars 2019](#)

#### Doctrine du Parquet-général de Bruxelles

Aperçu des articles parus dans des revues juridiques (mars 2019), disponibles à la bibliothèque du parquet général près la Cour d'appel de Bruxelles.

- [Doctrine avril 2019](#)
- [Doctrine mars 2019](#)

# Actualités du Parlement

## 1. Justice et la Chambre des représentants

### Propositions de loi

- [Proposition de loi du 20 mars 2019 modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire](#)  
Depuis la première loi “pot-pourri”, la plupart des vices de forme en matière judiciaire sont sanctionnés par une nullité relative. En 2018, cette sanction a également été instaurée en ce qui concerne les prescriptions linguistiques. Mais cela revient à perdre de vue que la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire ne prévoit pas des formalités “normales”. Dans notre régime fédéral actuel, les règles linguistiques constituent des règles essentielles, nécessaires au maintien du principe de l'unilinguisme en Région flamande. Ces formalités ne peuvent dès lors pas être mises sur le même pied que d'autres formalités. Cette proposition de loi rétablit par conséquent la nullité absolue comme sanction d'une violation des prescriptions linguistiques légales en matière judiciaire.
- [Proposition de loi du 25 mars 2019 modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le délai pour suivre l'appel](#)  
Le ministère public dispose d'un délai supplémentaire de dix jours pour interjeter appel, après le délai d'appel dont dispose le prévenu ou la partie civilement responsable (le “suivi d'appel”). La doctrine est divisée sur la question du point de départ de ce délai supplémentaire (après l'expiration du délai légal d'appel de trente jours ou après la date de l'introduction effective de l'appel). Afin d'éviter tout problème d'interprétation, la modification de loi proposée précise que le délai du suivi d'appel commence à courir à partir du jour qui suit le jour où l'appel a été interjeté par le prévenu ou la partie civilement responsable.
- [Proposition de loi du 13 mars 2019 instaurant un nouveau Code pénal – Livre 1 et Livre 2](#)

## 2. Parlement flamand

### Question écrite

- [Assistants de justice – rapport périodique concernant la libération conditionnelle \(NL\)](#)

## 3. Autres législations - liens utiles

### Liens utiles

- [Justel](#)
- [Jure-juridat](#)
- [Moniteur belge](#)
- [Collège des cours et tribunaux](#)
- [Collège du ministère public](#)

### Autorité de protection des données

- [Code annoté – Vie privé \(à jour au 17 octobre 2018\)](#)

### SPF Justice

- [La justice en transition : état des lieux après quatre ans et demi de politique de réformes](#)
- [Législation Koen Geens : Ce document donne un aperçu des législations, arrêts royaux, décisions ministérielles, circulaires, etc durant la période que K. Geens exerçait la fonction de Ministre de la Justice \(NL\).](#)

## Formations et cours utiles

### Réseau européen de formation judiciaire (REFJ)

- [Voir le podcast sur 'The EPPO: investigations and prosecutions to fight crimes against the financial interests of the EU'](#)

Podcast anglophone du REFJ sur le Parquet européen (ou European Public Prosecutor's Office)

### Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via [redac\\_igo@igo-ifj.be](mailto:redac_igo@igo-ifj.be). Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.